

Quel contrat social dans un monde fini ?

Mathieu Saujot (Iddri)

Les limites de la planète et l'urgence de la crise environnementale impliquent de mobiliser tous les leviers d'action possibles pour transformer notre rapport aux ressources naturelles et nous adapter. La sobriété de nos modes de vie et des systèmes techniques qui les rendent possibles en fait partie. Le défi est immense, car il s'agit d'agir dès à présent pour évoluer vers plus de sobriété dans une société pourtant construite sur la promesse d'abondance matérielle et énergétique.

De récents travaux explorent les conditions sociales compatibles avec ces limites et proposent visions du futurs et changements sociaux pour aller vers cette sobriété. Dans le contexte d'urgence écologique, un risque serait toutefois de ne proposer la modification que d'un seul des termes de nos fonctionnements sociaux – la réduction individuelle des consommations –, sans clairement proposer de renégocier les autres termes (droits politiques, partage des efforts et de la valeur, organisation du travail, etc.). Le risque est aussi de survaloriser une approche par la responsabilité individuelle au détriment de la renégociation collective des cadres communs qui organisent nos sociétés. Et surtout, ces fonctionnements sociaux sont eux-mêmes en crise sans que soit même posée la question de la sobriété (la crise des Gilets jaunes en France en a été une illustration marquante). Ainsi, sans proposer un horizon plus large de redéfinition du progrès social, on peut craindre que les efforts pour convaincre d'aller vers plus de sobriété ne restent vains, voire ne créent des conflits sociaux et politiques nous retardant sur le chemin de la transition.

À l'heure où la sobriété s'est imposée dans l'agenda politique, en lien avec la crise énergétique, et en complément des réflexions d'un récent billet de blog ([Iddri, 2022](#)), nous proposons dans ce *Décryptage* de mobiliser la notion de contrat social pour mieux comprendre les crises actuelles de nos sociétés et les contreparties nécessaires à mobiliser pour une nouvelle prospérité, en partant de la société actuelle et des diagnostics produits par les sciences humaines et sociales.

MESSAGES CLÉS

Les différentes visions d'un futur souhaitable conduisent à de nombreuses propositions pour concilier sobriété des modes de vie et bien-être, dessinant implicitement et partiellement un nouveau contrat social (ex. quotas carbone) définis à partir des limites écologiques.

Ces approches par l'offre de changement social devraient être complétées par une meilleure compréhension des crises actuelles de nos contrats sociaux, qui conduisent à des impasses pour la société en général et pour des politiques de transition visant une société sobre, qui risqueraient sinon d'être présentées comme les causes des problèmes sociaux.

Le concept de contrat social est utile pour tenir compte de la diversité des dimensions permettant de comprendre les promesses au cœur de nos sociétés et les dépendances entre les sphères sociales (émancipation, dignité), politiques (droits) et économiques (partage de la valeur), et pour identifier des pistes d'action politique.

Il s'agit moins de définir le nouveau contrat social *a priori* comme une précondition à la transition que de réfléchir aux nouvelles formes de contrat social, à la méthode et l'espace pour penser les conflits et organiser les négociations et arrangements nécessaires à sa mise en oeuvre, en complément d'autres cadres et visions de l'organisation d'un futur durable.

1. DES LIMITES DE LA PLANÈTE À LA DÉFINITION DE CONDITIONS SOCIALES COMPATIBLES

Une production scientifique foisonnante

Les progrès scientifiques sur la compréhension des limites écologiques de la planète s'accompagnent d'un effort croissant à les traduire en termes d'espace social compatible¹, au sens des conditions socioéconomiques minimales de prospérité : quels niveaux de consommation et quels modes de vie permettraient de combiner la sobriété – nécessaire pour rester dans ces limites – avec le bien-être ou la « bonne vie » ? Dit autrement, comment par exemple assurer la satisfaction des besoins de tous, tout en respectant le budget carbone ? Dans la lignée des nombreux travaux des penseurs de l'écologie, le travail de Tim Jackson sur les voies d'une prospérité qui ne dépendrait pas d'une croissance économique vorace en ressources naturelles a permis de réouvrir le champ des possibles et de lancer une dynamique de recherche. Dans son ouvrage de 2017², il décrit notamment les limites du matérialisme actuel pour apporter le bonheur et explore la possibilité d'un « hédonisme alternatif » qui valoriserait davantage les sources non matérielles de bien-être. De concert avec la « doughnut » économie de K. Raworth³, cela permet de visualiser d'autres indicateurs de prospérité au-delà de celui très perfectible de croissance économique. Dans cette lignée, des travaux quantitatifs évaluent la capacité des pays à rester dans les limites de la planète tout en satisfaisant les besoins sociaux (O'Neill, 2018 ; Fanning *et al.*, 2021) et à comprendre comment satisfaire les besoins humains avec une quantité minimale d'énergie (Vogel *et al.*, 2021 ; Millard-Hopkins *et al.*, 2020). En complément de ces évaluations quantitatives d'un espace social compatible avec les limites de la planète, un autre champ explore la façon dont nos systèmes sociaux devraient et pourraient évoluer pour rester dans ces limites. Plusieurs travaux collectifs de chercheurs (Newell *et al.*, 2021 ; UNEP, 2020) permettent de décrire l'ensemble des mécanismes psychologiques, sociaux, économiques et politiques qui peuvent faire évoluer nos modes de vie et de consommation. D'autres travaux de références⁴ permettent également d'approfondir les changements nécessaires à cette transition des modes de vie et une partie de cette littérature a été reprise dans le récent rapport du Giec et son nouveau chapitre dédié à ces enjeux, mettant ainsi en avant de manière renforcée les solutions passant par des changements de « demande »⁵. Ces travaux permettent de dépasser l'opposition responsabilité individuelle/collective ainsi que des approches à un seul niveau (comportement individuel, consommation responsable, etc.) et de regrouper des clés de lecture très diverses : mécanismes de choix quotidiens éclairés par les sciences cognitives, ressorts psychologiques liés aux valeurs et aux identités, mécanismes liés aux pratiques et normes sociales et aux rapports de force dans une société capitaliste, etc. L'entrée « consommation responsable », centrée

sur l'individu, cède ainsi progressivement sa place à une entrée « mode de vie », plus à même de décrire les contraintes et responsabilités collectives et individuelles dans la transition.

Une offre partielle de nouveau contrat social ?

La plupart de ces travaux ne se contentent pas d'analyser les mécanismes à l'œuvre ou de quantifier la situation actuelle, mais proposent également un programme d'actions et font ainsi une offre de changement social, à partir d'un ancrage dans la préoccupation pour l'environnement. Et devant l'urgence des crises environnementales, certaines propositions pouvant être perçues comme radicales sont formulées : le principe de sobriété, le crédit carbone individuel, la mise en œuvre de plafond de consommation, le déploiement d'un cadre beaucoup plus large de services publics sobres, la modification de structures importantes de nos sociétés comme l'économie politique de la consommation de masse (Newell *et al.*, 2021 ; Akenji *et al.*, 2021 ; Lorek *et al.*, 2021). Ces propositions, appuyées sur l'analyse scientifique, contiennent nécessairement une part de choix politique : il y a par exemple plusieurs façons de définir le bien-être (Lamb and Steinberger, 2017) ou de fixer les seuils acceptables d'inégalités (WIR, 2022). Ces travaux proposent également des visions du futur de ce que serait une société durable et juste, et ouvrent ainsi le champ des possibles pour le débat politique, ce qui est essentiel (prospérité sans croissance, « doughnut economy » et « wellbeing economy »). Ce faisant, ils proposent – souvent implicitement et partiellement – des briques de nouveaux contrats sociaux, c'est-à-dire de nouvelles façons d'organiser notre fonctionnement économique et social : modification de la place de la consommation, nouvelles formes d'organisations collectives, nouvelle définition du progrès, réduction forte des inégalités, etc.

Mieux connecter avec le contexte social actuel

Il semble fondamental de compléter ce travail d'offre de changement social par un regard sur le contexte social et politique dans lequel cette offre devrait être mise en œuvre. Il s'agit de mieux comprendre comment cette offre peut non seulement répondre à l'urgence écologique, mais aussi faire sens par rapport aux autres demandes, tensions et crises que vivent nos sociétés. En effet, les enjeux de justice et de prospérité ne sont pas mis en danger en premier lieu par la tentative de transformation vers des sociétés plus sobres, mais avant tout par la crise du contrat social lui-même, comme on le verra plus loin. De plus, l'ampleur des changements nécessaires, si on devait prendre au sérieux les limites planétaires, nous oblige en effet à sortir d'un prisme fondé uniquement sur la crise environnementale : c'est une réponse sociale et politique plus large qui doit être formulée⁶. En d'autres termes, en complément de ces promesses pour le futur, regardons la situation quant aux promesses pour le présent faites dans nos sociétés actuelles et les tensions qui en découlent.

2. UN CONTRAT SOCIAL EN CRISE

Un concept utile pour la réflexion écologique

Le terme de « contrat social⁷ » renvoie à un concept utilisé par une branche de la philosophie politique depuis Hobbes, Locke et Rousseau pour penser l'ordre social et politique régnant au sein des sociétés. En partie fictive, c'est-à-dire utilisée comme un modèle de réflexion, cette logique de contrat entre les individus d'une société, qui a inspiré les révolutions américaine et française, est intéressante en ce qu'elle met l'accent sur le besoin de concilier les droits et l'autonomie des individus avec le besoin de trouver des arrangements politiques permettant de vivre ensemble (ex. accepter d'échanger une part de liberté pour assurer la sécurité collective). Dans notre réflexion, nous utilisons ce terme de manière plus large pour désigner les pactes implicites ou explicites qui unissent sur une période donnée les sphères sociales, politiques et économiques de nos existences. On parle par exemple de contrats sociaux « fordistes » forgés après la Seconde Guerre mondiale et qui reposent sur la production et la consommation de masse, associées à des systèmes d'État-providence financés par les taxes sur le travail, en échange d'une organisation très hiérarchisée du travail et de la politique (Vaillancourt, 1995). Cet exemple illustre l'idée qu'il existe des règles du jeu social, distribuant aux différents acteurs (citoyens, État, entreprises, etc.) des droits et des devoirs, et dessinant un espace dans lequel chacun va chercher une « bonne vie ». Dubuisson-Quellier (2022) décrit pour sa part le rôle central de la consommation, qui connecte politiques publiques, modèles économiques des entreprises et pratiques sociales des individus. Elle montre ainsi que changer la consommation vers davantage de sobriété ne peut reposer sur les épaules des individus car elle est le nœud d'une forme de contrat social.

Cette notion est importante pour la question écologique, car nos vies et notre façon de penser le progrès et la réussite sont cadrées par un contrat implicite⁸ liant accès à l'abondance matérielle⁹, droits politiques, partage des efforts et de la valeur économique et sociale, et capacité à s'émanciper au sein de la société. Aujourd'hui, ce contrat fait l'objet d'une double crise. D'une part, car l'abondance matérielle n'est plus une source pérenne de progrès humain dans les pays développés (Jackson, 2017, chapitre « La prospérité perdue ») et car ce contrat (non rempli aujourd'hui et depuis plusieurs décennies) génère de plus en plus de problèmes et tensions sociales comme nous le détaillons ci-dessous. D'autre part, car faire reposer la paix sociale sur (la promesse de) toujours plus d'abondance matérielle n'est tout simplement plus possible dans les limites planétaires. Ce verrou nous semble devoir être mieux identifié et compris pour penser le futur, et notamment la magnitude du changement social et politique lié à la transition (Charbonnier, 2019).

Promesses et crises

La société est traversée par de nombreuses tensions et il est impossible d'être exhaustif ici. Ce que nous décrivons ici, ce sont

les conséquences du fait qu'un certain nombre de promesses sociales au cœur de nos sociétés occidentales ne sont pas tenues.

Les promesses d'autonomie et de sécurité économique ainsi que de prospérité partagée ont été mises à mal par le phénomène de mondialisation (Giraud, 1996 ; WIR, 2022¹⁰) et par les réformes dites « néolibérales » qui se sont ajoutées ces dernières décennies, laissant trop de pouvoir et d'autonomie au marché (Fleurbaey *et al.*, 2019¹¹ ; Hewlett Foundation, 2018, 2020¹² ; Polanyi, 1944¹³). Les inégalités croissantes de revenus et de patrimoine mettent en péril l'objectif de justice sociale et nos démocraties sous tension (Chancel, 2017), la hausse du sentiment d'insécurité de l'emploi¹⁴ a des impacts négatifs sur le bien-être et la santé pour de nombreux actifs, et l'accès au mode de consommation de la classe moyenne est fragilisé pour une part significative de la société¹⁵, alors qu'elle est érigée comme norme sociale et promesse de croissance économique depuis les Trente Glorieuses (Trentmann, 2016). Dans une société pensée autour de la méritocratie (Sandel, 2020)¹⁶ et de l'éducation de masse, les « perdants » du jeu économique souffrent également d'un manque de reconnaissance et de respect¹⁷, et les promesses de mobilité sociale ne sont plus totalement tenues¹⁸. En lien avec ce contexte socio-économique, de nombreux chercheurs s'alarment des niveaux de défiance dans la société (Algan *et al.*, 2019)¹⁹, de la perte du sentiment d'appartenance²⁰ ou encore du niveau d'abstention aux élections²¹. Enfin, les promesses d'égalité entre les genres et de fin des discriminations raciales et vis-à-vis des communautés LGBT ne sont pas tenues non plus. Ces constats sont également valides à l'échelle de secteurs : la modernisation agricole par exemple, censée donner une alimentation de qualité à tous et un revenu décent aux agriculteurs, n'a pas tenu toutes ces promesses (précarité alimentaire, inégalités sociales de santé, difficultés de rémunération des agriculteurs)²².

Le révélateur des Gilets jaunes

La crise des Gilet jaunes a sans conteste été un révélateur important de ces logiques d'individualisation²³ au sein de la société, de la remise en cause de la démocratie participative et de ces promesses non tenues pour une partie des classes moyennes et populaires²⁴. La dépendance au véhicule automobile individuel conjuguée à des budgets contraints a fait d'une hausse du prix du carburant une menace de remise en cause de leurs modes de vie²⁵, tandis que la perte de lieux de socialisation ou de services publics et privés de proximité a nourri le mécontentement²⁶. Ensemble, cela dessine un contrat social en crise, comme l'écrit D. Guilbaud²⁷, haut fonctionnaire : « Notre système de gouvernement reposait sur un pacte tacite, celui par lequel la grande majorité des citoyens acceptaient de ne pas participer activement au processus de décision politique, qui était *de facto* la chasse gardée des catégories sociales les plus privilégiées, en échange de quoi celles-ci s'engageaient à agir pour accroître le confort matériel de ces citoyens passifs tout en créant les conditions d'une mobilité sociale permettant à leurs enfants d'être mieux lotis qu'eux. Ce pacte est aujourd'hui rompu ». Parmi les revendications des Gilets jaunes, il est significatif de voir qu'une crise initialement pensée autour

du pouvoir d'achat a abouti à un fort soutien à une demande de droit politique autour d'un référendum d'initiative citoyenne²⁸, illustrant ainsi les passages entre la diversité des dimensions qui doivent être tenues ensemble pour comprendre ce qui fonde notre contrat social et le fait que les solutions aux situations créées par la transition ne sont pas uniquement économiques (ex. réponse à une taxe carbone uniquement pensée par la compensation économique). Si l'on suit cette logique, les changements associés à davantage de sobriété peuvent et doivent également être de multiples ordres.

3. LES IMPASSES DE LA SOBRIÉTÉ SANS PENSER DE NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Cette réalité constitue un contexte particulièrement périlleux pour mettre en œuvre les propositions d'actions vers davantage de sobriété et milite pour les asseoir dans une proposition plus large de rénovation du contrat social ou d'exploration de nouveaux contrats sociaux potentiels. Remarquons que ce n'est pas seulement l'effort de sobriété pour limiter à long terme la crise écologique qui rentre en tension avec notre système social, c'est aussi l'effort d'adaptation dans un contexte de choc environnemental (sécheresse) ou géopolitique (crise ukrainienne). Dans cette partie, nous montrons l'importance de croiser le projet de sobriété avec i) les interdépendances et obstacles liés à l'existence d'un contrat social basé sur l'abondance (ex. place de la consommation) et ii) les conséquences sociales et politiques de la crise de ce contrat social, du fait de promesses non tenues (ex. défiance), pour bien prendre la mesure de son économie politique.

Un individu capté par la société de consommation

Nous sommes des animaux sociaux : nos envies, nos besoins et nos représentations de ce qui est souhaitable et désirable font partie d'une trame qui nous lie les uns aux autres. Et dans nos États modernes, cette trame collective, partagée, poussée et entretenue par les acteurs économiques, est la promesse d'accès à une abondance matérielle. Face à cette trame, la logique de modération ne va donc pas de soi – c'est même une injonction contradictoire faite aux individus²⁹ –, tant la consommation de masse a été organisée et gouvernée pour être au centre de nos vies et de nos modèles économiques (Dubuisson-Quellier, 2022). La modération ne peut en tout cas pas reposer sur les seules épaules des consommateurs, et encore moins dans le cas des ménages modestes, pour qui la consommation (au-delà de la satisfaction de leurs besoins essentiels) est un moyen – sans cesse remis en question du fait des contraintes sur le pouvoir d'achat et de l'arrivée de nouveaux besoins – d'appartenir à la société. Installer la sobriété nécessite donc un immense travail collectif pour modifier notre rapport à l'abondance (gratification sociale, dépendances de nos modèles d'affaires et

d'État-providence, etc.). Ce travail peut commencer par s'appuyer sur : i) les politiques publiques, nombreuses, qui cadrent la consommation et son rôle dans la société ; ii) les réinventions de nos préférences qui sont en permanence à l'œuvre³⁰ et sur la façon dont on organise et socialise les innovations sociales et techniques dans nos sociétés (voir les deux billets de blog de F. Flipo³¹), iii) le fait que cette logique de sobriété n'a jamais totalement disparu de la société, portée par différentes logiques (retrait de la société de consommation, adoption de modes de vie dits alternatifs), différentes croyances (religieuses, spirituelles) et différentes pratiques (anti-gaspillage, ré-usage). Il ne s'agit donc pas d'ériger le rationnement en nouveau modèle, comme certains détracteurs le présentent déjà, mais de construire sur ces différentes bases un mouvement collectif nouveau.

L'obstacle de la défiance et le besoin de solidarité dans le changement

On observe dans le contexte actuel de crise et d'appel à la sobriété que la question de la responsabilité plus grande à agir de ceux qui ont le plus de moyens et de marges de manœuvre reste un angle mort des discours et de l'action politiques. Il est pourtant urgent de se poser la question de la solidarité dans le changement (Saujot et Rüdinger, 2022)³². Dans une société sobre, il faudra savoir incarner égalité et solidarité dans un nouveau contrat social jugé comme équitable et donc ciment de nouveaux liens d'appartenance. Cela nécessitera de remettre en question des évidences de notre contrat social (à la richesse est associée le droit à une consommation illimitée) et de changer nos politiques publiques pour inciter et responsabiliser davantage ceux qui ont le plus de moyen de changer. Ce processus permettant de trouver des institutions et des règles assurant l'équité fait toutefois face à l'obstacle de la défiance.

Le niveau de confiance³³ dans une société détermine en effet en partie l'acceptabilité des politiques publiques. Ainsi, Algan et al. (2019) montrent que les citoyens ayant un faible niveau de confiance (interpersonnelle et dans les institutions³⁴) sont en moyenne plus hostiles aux mécanismes de redistribution sociale, alors même que ce sont en général des populations qui en bénéficieraient. Les auteurs expliquent ce phénomène par le fait que ces catégories de population n'ont pas confiance en la capacité de la puissance publique à assurer une certaine équité dans cette redistribution, ni dans la probité de leurs concitoyens qui sont bénéficiaires de ces aides. Les injonctions à adopter des modes de vie plus sobres (prendre moins l'avion, limiter sa consommation de viande, habiter des logements plus petits, etc.), c'est-à-dire, dans le contexte de société de consommation actuelle, se restreindre au nom d'un bien collectif, apparaissent également vaines quand la confiance interpersonnelle est absente : pourquoi me mettrais-je dans une démarche de changement, alors que je n'ai aucune confiance dans les autres et les institutions pour en faire de même³⁵ ? Il n'y a pas de réponse unique à cet enjeu de la défiance³⁶, mais une façon d'entrer dans ce processus politique visant l'équité réside certainement dans la prise

en compte des iniquités soulevées par les citoyens, dans des actions symboliques fortes démontrant la solidarité et dans un effort important d'exemplarité et redevabilité de la part de la puissance publique et des grands acteurs privés (Saujot et Rüdinger, 2022).

Développer et diffuser une vision inclusive de l'écologie

Ce contexte de tension et de fragmentation sociale est propice aux risques de stigmatisation et de manipulation politique, qui sont autant de freins à la transition des modes de vie³⁷. Prenons l'exemple de l'alimentation³⁸ : les recommandations nutritionnelles pour la santé et l'environnement peuvent être perçues comme stigmatisantes pour les classes populaires du fait de contraintes budgétaires (acheter des fruits et légumes coûte cher) et culturelles (le narratif autour de l'alimentation durable emprunte surtout au référentiel des classes supérieures). Et les acteurs du statu quo peuvent jouer sur ces clivages sociaux et idées reçues autour de l'alimentation (place de la viande, « bobo contre prolo ») pour tendre les débats et empêcher la recherche de compromis constructif sur les moyens de faire évoluer collectivement nos pratiques alimentaires. Valoriser les pratiques et les valeurs des classes populaires qui sont déjà durables (réduction du gaspillage, autoproduction, etc.) pour enrichir le discours général sur la transition des modes de vie est donc crucial (Brocard *et al.*, 2022). Cela peut aller de pair avec les dispositifs ambitieux de participation citoyenne comme la Convention citoyenne pour le climat qui permettent de faire construire des chemins de transition incluant la diversité des référentiels et des expériences vécues des différents groupes sociaux.

Le futur de l'emploi et du financement des services publics

Plusieurs travaux mettent en avant la nécessité de combiner les changements de modes de vie avec l'élargissement du champ des services publics pour développer des « universal basic services » (Lorek *et al.*, 2021 ; Akenji *et al.*, 2021). Il s'agit de redéfinir la gouvernance et la fourniture de services afin qu'ils soient plus équitables, abordables et en même temps plus soutenables et ainsi davantage cohérents avec l'idée de contenir notre consommation dans des « corridors » compatibles avec les limites de la planète (Fuchs, 2019 ; Coote, 2019)³⁹ et de limiter le besoin de fournir des aides monétaires pour surmonter les enjeux d'inégalités (Gough, 2020)⁴⁰. C'est par exemple étendre le champ des transports publics, développer des services publics pour l'alimentation⁴¹ ou la rénovation énergétique et faire en sorte qu'ils soient réellement partagés par le plus grand nombre⁴². Cela pourrait également permettre de rendre accessible des solutions plus soutenables, mais qui sont, au moins dans une phase de transition, plus coûteuses ou nécessitant un investissement qu'une partie de la population ne peut assumer.

Toutefois, la crise de nos contrats sociaux dresse un obstacle important pour le financement de tels services : c'est la triple

crise de l'État-providence décrite par Rosanvallon (1981)⁴³ et plus généralement sa remise en question par la pensée néolibérale (Fleurbaey *et al.*, 2019)⁴⁴. Et ce d'autant plus dans un contexte où un mouvement social comme les Gilets jaunes a bien davantage pointé l'intenable niveau des prélèvements que demandé une hausse des salaires et une meilleure redistribution de la valeur créée⁴⁵. Cela milite pour penser ensemble évolution de la fiscalité carbone et financement des services publics (Combet et Jolivet, 2022)⁴⁶, pour investir dans la refondation des principes mêmes de nos services et notamment de notre protection sociale (voir Palier, 2022)⁴⁷ et d'investiguer dans le même mouvement les pistes permettant de réduire le coût de nos systèmes d'État-providence. Que ce soit par la mise en œuvre réussie de la transition (une alimentation saine et durable pour tous et une mobilité plus active seraient également des politiques significatives de prévention en matière de santé⁴⁸) ou par la modification de leur organisation pour réduire les incitations à la croissance des coûts (Walker *et al.*, 2021)⁴⁹. Par exemple, on observe l'impact important des modes d'organisation des systèmes d'assurance-maladie, différents entre les États-Unis et l'Allemagne ou la France, sur la dépense de santé courante⁵⁰ et les coûts de gestion⁵¹.

L'effort de sobriété soulève également des questionnements concrets concernant l'emploi : comment assurer un emploi à tous (et donc des opportunités sociales et, dans notre société actuelle, une reconnaissance sociale) si l'on réduit la surconsommation et donc les activités associées ? Cette question est évidemment brûlante dans un contexte d'inquiétude de classes moyennes et populaires frappées par la précarisation et l'incertitude sociale⁵². Il faut d'ailleurs noter que la disparition des emplois est moins liée, aujourd'hui, à des contraintes imposées au nom de l'environnement qu'aux conséquences de la compétition internationale et surtout aux gains de productivité produits par la robotisation et le numérique. Le statut du travail et de l'emploi dans nos sociétés, son caractère central dans notre contrat social, est donc inexorablement en train d'évoluer, et rapidement d'ailleurs. Au-delà des estimations d'emplois « verts » et des débats sur la capacité à organiser une transition juste sur ce volet, quels gages concrets et convaincants donner à des populations habituées à voir le pouvoir des décideurs politiques toujours plus faible face aux marchés de l'emploi dans une économie globalisée, et où seul le secteur privé a véritablement la prérogative de créer des emplois ? C'est cet état des choses qu'interrogent des expérimentations autour de la garantie emploi et des « territoires zéro chômeur longue durée » en créant de nouveaux droits et devoirs, pour les individus et pour la puissance publique, vis-à-vis des questions d'emplois.

Cette brève analyse de ces blocages milite pour penser une séquence d'actions en partant non seulement d'une vision positive mais théorique du point d'arrivée, mais également du point de départ et de ses nœuds sociaux et politiques, afin d'explorer la forme de solutions encore à découvrir.

4. UNE FENÊTRE POUR ORGANISER LES DÉBATS ET L'ACTION

Un concept complémentaire

L'objectif n'est pas de faire de l'élaboration d'un nouveau contrat social le préalable à la transition, ce qui serait décourageant compte tenu de l'importance de la tâche. Il s'agit d'utiliser le travail conceptuel et délibératif consistant à explorer de nouvelles formes de contrat social compatibles avec les limites de la planète comme un cadre pour penser et organiser l'action, et pour identifier les voies de négociation nécessaire pour mener la transition. Il est alors complémentaire des cadres existants. La « doughnut economy » tout comme le concept de « wellbeing economy » sont des boussoles, qui indiquent un but à atteindre autour d'un narratif positif et inspirant : rester dans le cadre des limites de la planète et au-dessus des seuils sociaux ; réorienter l'économie et sa gouvernance vers le bien-être. Elles fixent une direction pour la société dans son ensemble et décrivent de nouveaux rapports économie-société⁵³, de nouvelles façons de mener des politiques économiques⁵⁴, notamment au-delà du seul indicateur de croissance économique. Le concept de contrat social met lui en avant les conflits et tensions et les enjeux de compromis, d'échange et d'équilibre entre plusieurs dimensions de notre vie en société et différents acteurs, éléments qui doivent être pris en compte pour mener les négociations nécessaires à la mise en œuvre de la transition vers le but indiqué par ces boussoles. Il doit permettre de penser les réarrangements nécessaires sur le chemin de la transition.

De manière préliminaire, il nous semble que parler de contrat social dans toutes ses dimensions (droits politiques, mécanismes économiques, promesses sociales d'émancipation) pourrait ainsi permettre de mieux montrer la nécessité de passer d'un narratif mettant au centre la promesse de consommation matérielle croissante ou de méritocratie à une proposition renouvelant les promesses de dignité⁵⁵, d'émancipation et de satisfaction des besoins essentiels. De manière plus ambitieuse, il s'agit bien de raviver le projet de progrès social, visant un véritable épanouissement humain fondé sur des réalisations sociales, scientifiques et culturelles et un véritable progrès collectif par l'équité dans la répartition des droits et réalisations, forme de progrès compatible avec les limites planétaires (Fleurbaey *et al.*, 2019).

Le contrat social permet également de relier les transformations sectorielles à un changement d'ensemble du fonctionnement de notre société, sans s'en tenir au seul bouclage par les variables macroéconomiques (les modèles macroéconomiques peinant à prendre en compte les changements structurels nécessaires et à représenter les nouvelles formes de promesses dans d'autres contrats sociaux potentiels). Par exemple, l'administration des enjeux alimentaires et agricoles a historiquement une place importante dans nos contrats sociaux (Ramel, 2022)⁵⁶ et la mobilité peut être vue comme « un droit générique dont procèdent de nombreux autres droits » tant elle a une place centrale dans nos sociétés modernes (Ascher, 2006)⁵⁷ : les politiques d'alimentation et de mobilité doivent aussi être vues au prisme de notre contrat social.

Enfin, ce concept renvoie à la nature de l'espace politique dans lequel on cherche des solutions pour défaire les nœuds de la transition. Force est de constater que la science économique⁵⁸ domine notre vision du monde et que la tentation « d'économiser » les problèmes et les solutions est grande (chèque, subvention, incitation, etc.), ramenant paradoxalement la science économique à une science des contreparties monétisables alors que le projet fondamental de cette discipline est bien d'explorer les voies du bien-être dans toute l'ampleur que les différentes versions du contrat social peuvent lui donner. Le concept de contrat social nous rappelle que le vivre ensemble s'appuie sur différents termes, et que l'espace de solutions pour le penser dans la transition ne repose pas que sur une logique de compensation financière⁵⁹. Les droits politiques, le respect et la dignité, l'accès aux services de base sont autant de variables à mobiliser dans l'équation difficile de la transition.

Des expérimentations et initiatives à relier

Loin d'être théorique, ce nouveau contrat social est en fait déjà discuté, imaginé ou testé par petits bouts. La Convention citoyenne pour le climat, qui représente en soi une brique démocratique de ce nouveau contrat social, l'a abordé par exemple à travers la proposition⁶⁰ (non retenue à l'issue du vote final) de réduction de nombre d'heures travaillées qui était présentée dans une logique de sobriété, de justice sociale et de citoyenneté. Inaudible politiquement, c'est le principe même de la mise à l'agenda d'une proposition systémique sur l'ensemble des dimensions du contrat social qui constitue le cœur de l'intelligence de cette proposition. Les propositions de sécurité sociale alimentaire, les expérimentations des « territoires zéro chômeurs longues durées » en France ou de réduction du temps de travail en Espagne, du « doughnut » à l'échelle locale, ou les coalitions entre syndicats et ONG environnementales sont autant d'explorations concrètes de nouveaux arrangements permettant d'instruire la discussion. Ce travail de recension des initiatives et de mise en commun de leurs enseignements est à approfondir, de même qu'il faudra explorer comment cette analyse en partie ancrée sur le contexte français résonne et s'enrichit dans un contexte européen.

Organiser ce travail pour explorer de nouvelles formes de contrat social compatibles avec les limites de la planète ne veut donc pas dire avoir dès maintenant la solution au grand tout, mais garantir les conditions de mise à l'agenda politique de ces questions, et de rapporter les leçons des expérimentations présentées ci-dessus dans un cadre où elles font sens les unes par rapport aux autres, dessinant à chaque fois des options possibles, même si elles sont partielles, de contrats sociaux futurs vers lesquels nos sociétés pourraient s'orienter.

- 1 Par exemple, comme cité plus loin, D. Fuchs et ses coauteurs proposent les « consommations corridors » comme une démarche pour réinterroger les besoins et traduire les limites de la planète dans des limites hautes et basses de consommation. Ce concept met au centre de la stratégie de changement la définition, par la démocratie participative, de ce qui est suffisant (« enough ») pour mener une bonne vie.
- 2 Jackson, T., 2017, *Prosperité sans croissance*, De Boeck, 2^e édition
- 3 Raworth, K., *Doughnut economics*, 2017, Penguin
- 4 Voir par exemple l'étude *1.5°C lifestyles* (Akenji *et al.*, 2021), la proposition de *Consumption corridors* de Fuchs *et al.*, 2021, l'analyse des enjeux d'équité du Zoe Institute (Lorek *et al.*, 2021) ou le chapitre 6 dédié aux modes de vie dans le rapport « *Emission Gap Report* » de l'UNEP 2020, <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/34432>
- 5 GIEC (2022). WG3 -Résumé pour décideurs, C10 https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_SPM.pdf
- 6 Voir Charbonnier, P. (2019). *Abondance et Liberté*, La Découverte ; voir aussi ses articles dans *Le Grand Continent* : <https://legrandcontinent.eu/fr/staff/pierre-charbonnier/>
- 7 Voir par exemple <https://www.cairn.info/revue-cites-2002-2-page-159.htm>
- 8 Dans *Abondance et Liberté*, P. Charbonnier retrace la construction conjointe de notre logiciel politique (liberté, égalité, etc.) et de notre système économique basé sur la consommation de ressources matérielles. Si on change radicalement notre rapport à ces dernières pour rester dans les limites planétaires, alors il faut nécessairement faire évoluer notre logiciel politique : « la transformation de nos idées politiques doit avoir une magnitude au moins égale à celle de la transformation géo-écologique ».
- 9 « by one route or the other, all modern regimes ended up promising more goods to their subjects » écrit ainsi F. Trentmann dans *Empire of things*, 2016, Penguin.
- 10 P.-N. Giraud avait prédit avec une grande acuité le décrochage d'une partie des classes moyennes des pays développés en lien avec la mondialisation, <https://journals.openedition.org/lectures/42327>; voir par exemple la figure 2.5 du récent *World Inequality Report* <https://wir2022.wid.world/chapter-2/> ; voir aussi la figure 2.10 décrivant le partage de la croissance des revenus entre classes sociales.
- 11 La crise des social-démocraties et les limites du modèle néolibéral sont un des points de départ de ce Manifeste pour le progrès social qui vise à donner un ensemble de clés et de propositions pour penser des alternatives à la variante actuelle du capitalisme
- 12 Cette fondation américaine, tirant les leçons des crises du néolibéralisme, soutient massivement la recherche et la société civile pour en fonder une alternative. Voir ces deux notes d'analyse historique et de positionnement : <https://hewlett.org/wp-content/uploads/2020/12/Economy-and-Society-Grantmaking-Strategy-12.2020.pdf> et <https://hewlett.org/wp-content/uploads/2018/04/Beyond-Neoliberalism-Public-Board-Memo.pdf> Dans ce champ, voir aussi la récente cartographie des acteurs travaillant à ces nouveaux logiciels économiques (Demos, 2021, *Turning the tide*).
- 13 Dans *La Grande Transformation* (1944), Polanyi décrit, avec l'avènement de la Révolution industrielle et du libéralisme économique, l'autonomisation du marché et ses impacts négatifs sur la société et notamment la condition de la classe ouvrière. Le besoin de « resocialiser l'économie » qui naîtra de ces problèmes conduira à des mouvements violents pour « réencaster » le marché, comme le fascisme, jusqu'au modèle d'après-guerre d'administration du marché. Cette analyse historique est très utile pour comprendre la crise actuelle du néolibéralisme.
- 14 L'insécurité de l'emploi renvoie à une dimension objective (changement observé de situation d'emploi) et subjective (ressenti, peur du lendemain). Dans une enquête de 2011, 13 % des salariés voyaient un risque élevé de perdre leur emploi d'ici un an et 20 % étaient dans l'inconnu, ce qui est également une source d'insécurité. Moullet, S. & Salibekyan, Z. (2019). *The Perception of Job Insecurity in France: Between Individual Determinants and Managerial Practices*. Économie et Statistique. Voir également https://dares.travail-emploi.gouv.fr/sites/default/files/pdf/1-3_agava_def.pdf et https://dares.travail-emploi.gouv.fr/sites/default/files/pdf/de_no_214.pdf
- 15 J.Fourquet parle « d'élévation permanente du seuil d'entrée dans la classe moyenne » et identifie une peur de « démoyennisation », très présente chez les Gilets jaunes par exemple. Plus largement, L. Chauvel, dans *La Spirale du déclassement* (2016), analyse la crise de la classe moyenne, menaçant notre modèle de société, et fait le lien avec la crise des Gilets jaunes : <https://www.science.lu/fr/mouvement-social-en-france/dou-vient-frustration-des-gilets-jaunes>
- 16 Voir <https://www.theguardian.com/books/2020/sep/06/michael-sandel-the-populist-backlash-has-been-a-revolt-against-the-tyranny-of-merit> et *La Tyrannie du mérite* (2021). Par exemple, Sandel observe que « la conviction méritocratique selon laquelle les individus méritent les récompenses que le marché alloue à leurs talents fait de la solidarité un projet presque impossible ».
- 17 Voir les travaux de Destin Commun, notamment cette enquête : <https://www.lafranceenquete.fr>
- 18 La récente étude de l'Insee sur la mobilité intergénérationnelle des revenus montre que si une certaine mobilité existe toujours, elle a ses limites : il y a par exemple un facteur 3 entre un enfant venant d'une famille modeste (les 40 % du bas de l'échelle des revenus) et un enfant venant d'une famille aisée (20 % du haut) pour la probabilité d'être dans les 20 % du haut de l'échelle des revenus ; avoir des parents ouvriers ou employés réduit les chances de s'élever dans l'échelle de revenu. Par ailleurs, notons que cette étude ne prend pas en compte les inégalités de patrimoine dont on connaît l'importance, notamment dans un contexte de prix élevé du logement (Insee Analyses, n°73, mai 2022).
- 19 Cette citation résume bien la logique à l'œuvre : « La sécurité économique apporté par la croissance économique et le développement de l'État providence a créé des aspirations qui vont être brisées par le retour des risques économiques. En retour, une forte déillusion s'est installée au sein des classes populaires qui ont très imparfaitement profité de la massification de l'accès à l'enseignement supérieur. Elles sont devenues les perdantes de la mondialisation et de la révolution technologique, davantage que les générations passées » (p30-31).
- 20 Voir les travaux de Luc Rouban qui analyse et pointe les risques liés à l'anomie, c'est-à-dire « le fait de perdre ses repères sociaux, et de ne se sentir appartenir à aucune communauté ». https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/NoteBaroV12_LR_lafrance_fevrier2021_VF-1.pdf et <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-du-week-end/l-invite-du-week-end-du-dimanche-16-janvier-2022>
- 21 Voir l'analyse et les propositions du Conseil d'analyse économique : <https://www.cae-eco.fr/staticfiles/pdf/cae-focus085.pdf>
- 22 Voir <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/une-alimentation-saine-et-durable-pour-tous-mission>
- 23 Bendali et Rubert (2020) expliquent par exemple comment les logiques d'individualisation à l'œuvre sur le marché du travail (sous-traitance, auto-entrepreneuriat, etc.) et dans le management expliquent la forme prise par la mobilisation, bien en dehors des canaux traditionnels de la négociation collective. <https://www.cairn.info/revue-politix-2020-4-page-177.htm>
- 24 Voir A. Delpirou sur les caractéristiques socio-territoriales du phénomène, avec une analyse fine au-delà des simplifications : <https://lavedesidees.fr/La-couleur-des-gilets-jaunes.html> ; voir R. Lefèvre sur le rejet de la représentation politique et les logiques de désintermédiation à l'œuvre, et C. Patriat sur le défi que cela implique pour la production de l'intérêt général : <https://lavedesidees.fr/Les-Gilets-jaunes-et-les-exigences-de-la-representation-politique.html> et <https://theconversation.com/gilets-jaunes-le-des-interet-general-108844>
- 25 <https://lavedesidees.fr/Le-tour-des-ronds-points.html>
- 26 <https://www.cae-eco.fr/staticfiles/pdf/cae-note055.pdf>
- 27 <https://aoc.media/opinion/2018/12/19/egoistes-illuminés-illuminés-poujadistes-vulgaires-gilets-jaunes-vus-haute-fonction-publique/>
- 28 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/07/qu-est-ce-que-le-referendum-d-initiative-citoyenne-demande-par-des-gilets-jaunes_5394287_4355770.html
- 29 À l'éloge de la sobriété lors du premier confinement (mars-mai 2020) a succédé dès la rentrée suivante un appel à consommer l'épargne mise de côté pour relancer l'économie. Plus généralement, écouter le podcast de S. Dubuisson-Quellier pour *Le Monde* : https://www.lemonde.fr/podcasts/article/2022/07/05/climat-peut-on-sauver-la-planete-avec-des-petits-gestes_6133404_5463015.html
- 30 Voir notre article « 10 idées sur la sobriété des modes de vie » : <https://bonpote.com/10-idees-recues-sur-la-sobriete-des-modes-de-vie/>
- 31 <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/changer-les-modes-de-vie-un-peu-de-theorie-avant-la> et <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/changer-les-modes-de-vie-lexemple-du-numerique>
- 32 Voir notre récente analyse sur la question <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/decryptage/un-besoin-urgent-de-faire-rimer-sobriete-et-solidarite>
- 33 Voir notre billet de blog sur la question : https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/transition-ecologique-et-inegalites-un-defi-0#footnote1_aqaooxf
- 34 Rappelons que les institutions démocratiques nationales et leurs personnels politiques bénéficient d'un niveau de confiance situé entre 30 et 40 % seulement : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique.html> ; voir également sur ce sujet de la confiance les travaux d'A. Spire, qui analyse plus spécifiquement les différentes institutions étatiques (justice, police, administration fiscale) <https://www.cairn.info/crises-de-confiance--9782348065866-page-37.htm>
- 35 Sur ces questions de conditions au changement, voir l'étude Ademe https://librairie.ademe.fr/cadic/6939/feuilleton_modes_de_vie_transitions2050_ademe.pdf

- 36 Qu'il ne faut pas essentialiser : on ne naît pas avec, mais elle est le fruit du jeu des institutions et de la vie en société.
- 37 Pointer les risques d'inégalités est un des discours de l'inaction identifiés par Lamb *et al.* (2020), d'autant plus aisé à actionner dans ce contexte social.
- 38 Voir notre article sur le sujet : https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/D%C3%A9cryptage/202202-IB0122-alim_0.pdf
- 39 Fuchs, Doris (2019). "Living Well within Limits: The Vision of Consumption Corridors", In Routledge Handbook of Global Sustainability Governance, edited by A. Kalfagianni, D.Fuchs, and A. Hayden, 296-307, Routledge. Anna Coote (2021). Universal basic services and sustainable consumption, *Sustainability: Science, Practice and Policy*, 17:1, 32-46, DOI: [10.1080/15487733.2020.1843854](https://doi.org/10.1080/15487733.2020.1843854)
- 40 Gough, I. (2020). The Case for Universal Basic Services. *LSE Public Policy Review*, 1(2), p.6. DOI: <http://doi.org/10.31389/lseppr.12>
- 41 Voir par exemple, en France, les propositions de sécurité sociale alimentaire, qui permettent de penser une transition juste de l'agriculture et de l'alimentation au-delà des approches par l'aide alimentaire ou le chèque alimentaire (Brocard, 2002 : <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/autre-publication/cheque-alimentation-durable-analyses-et-propositions>).
- 42 Comme la sécurité sociale, qui est à la fois accessible à tous et utilisée par tous. Autre exemple, le défi des bus à haut niveau de service est de devenir un mode utilisé par tous et non pas seulement par ceux laissés au bord de la route par le système automobile (pas de permis, coûts, etc.)
- 43 Une crise de financement, une crise d'efficacité à résoudre les problèmes sociaux, et une crise de légitimité du fait de la combinaison entre le coût et l'efficacité perçues.
- 44 Voir p 195 et suivantes.
- 45 Voir cette analyse : <http://econoclaste.eu/econoclaste/130858-2/>
- 46 Combet, E., Jolivet, P., 2022, Pour un contrat social de transition, propositions pour une réforme équitable de la valeur du carbone. Ademe, Expertises
- 47 Tribune « Miser sur une protection sociale qualitative », *Le Monde*, 9/09
- 48 Voir par exemple ce récent rapport parlementaire: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cec/15b4400_rapport-information.pdf
- 49 C.C. Walker, A. Druckman, T. Jackson (2021). Welfare systems without economic growth: A review of the challenges and next steps for the field, *Ecological Economics*.
- 50 Voir <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2021-01/9%20Comparaisons%20internationales%20de%20la%20d%C3%A9pense%20courante%20de%20sant%C3%A9%20et%20du%20reste%20%C3%A0%20charge.pdf>
- 51 Voir <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2021-09/Fiche%2024%20-%20Syst%C3%A8mes%20de%20sant%C3%A9%20et%20finance-ment%2C%20perspectives%20internationales.pdf>
- 52 <https://www.nouvelobs.com/idees/20220216.OBS54567/pierre-charbonnier-une-culture-ecologique-minimale-est-aussi-importante-que-la-connaissance-de-moliere.html>
- 53 <https://doughnuteconomics.org/about-doughnut-economics>
- 54 Voir par exemple : https://wellbeingeconomy.org/wp-content/uploads/Well-being-Economy-Policy-Design-Guide_Mar17_FINAL.pdf ; un important travail d'analyse est dédié au design de la gouvernance et des processus politiques (ex. pour aller vers une *wellbeing economy*, il faut que les politiques soient « goal-oriented, participatory, contextual, experimental, holistic, evidence based, strength-based »).
- 55 Dans cet article, le politiste allemand J.-W. Mueller décrit comment le futur chancelier O. Scholz, pendant sa campagne, a pris ses distances avec le principe de méritocratie pour d'avantage parler de respect : <https://www.project-syndicate.org/commentary/social-democrats-and-working-class-voters-by-jan-werner-mueller-2022-02?barrier=accesspaylog>
- 56 Ramel, M. (2022). *Le droit à l'alimentation et la lutte contre la précarité alimentaire en France*, Thèse de doctorat en droit public, Université de Tours, <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-03639344/document>
- 57 Ascher, F. (2006). « Le mouvement dans les sociétés hypermodernes », conférence à l'Université de tous les savoirs, 4 janvier 2006, <https://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com/2011/10/francois-ascher-droit-lamobilite.html>
- 58 Notons que la science économique s'intéresse bien historiquement à la question de la satisfaction du bien-être comme objectif global, mais sa traduction académique a tendance à le restreindre aux sous-objectifs financiers et matériels.
- 59 Voir l'analyse de L. Tubiana du Green Deal européen pour que celui-ci soit véritablement un nouveau contrat social : <https://legrandcontinent.eu/fr/2021/09/28/laurence-tubiana/>
- 60 Le travail n'avait pu être mené à bien du fait de ses ramifications beaucoup plus larges que la feuille de route donnée par le Premier ministre

Citation : Saujot, M. (2022). Quel contrat social dans un monde fini ? Iddri, *Décryptage* N°03/22.

Ce travail a bénéficié d'un soutien de l'Agence de la transition écologique (Ademe) et du gouvernement français au titre du programme « Investissements d'avenir », administré par l'Agence nationale de la recherche (ANR) sous la référence ANR-10-LABX-14-01.

CONTACT

mathieu.saujot@iddri.org

Institut du développement durable
et des relations internationales
41, rue du Four – 75006 Paris – France

WWW.IDDRI.ORG

[@IDDRI_THINKTANK](https://www.iddri.org/fr/iddri_thinktank)